

# Appel "Démantelons le pouvoir des multinationales et mettons fin à l'impunité !"

samedi 4 août 2012

**Le site de la campagne :** [www.stopcorporateimpunity.org](http://www.stopcorporateimpunity.org)

**La liste des organisations signataires (état au 4 août 2012) figure en bas de page.**

## Appel à l'action internationale

**Pour la souveraineté économique, politique, culturelle et environnementale des Peuples, mettons fin à l'impunité des multinationales maintenant !**

Il est temps d'unir les centaines de luttes, campagnes, réseaux, mouvements et organisations qui combattent de différentes manières contre les multinationales qui s'approprient nos destins, notre patrimoine naturel et nos droits aux quatre coins de la planète.

La mondialisation néolibérale a ouvert les portes à l'exploitation sauvage du monde par les grandes puissances économiques et financières. Elles ont progressivement pris possession de nos vies et de la planète, se couvrant d'impunité par le démantèlement et la violation systématique des législations et la signature d'accords internationaux de commerce et d'investissement, qui donnent plus de droits aux « investisseurs » et au capital qu'aux citoyens. Ainsi, les droits des peuples ont été systématiquement violés, la Terre et ses ressources détruites, pillées et polluées et les résistances criminalisées, alors que les entreprises continuent de commettre leurs crimes économiques et écologiques en toute impunité. Poussés par leur impératif de maximiser les profits, les multinationales cherchent à dresser les travailleurs des différentes régions les uns contre les autres dans ce qui est une course vers le bas pour les populations travaillant sur la planète.

La gouvernance et les politiques des institutions internationales (FMI, BM et l'OMC) servent depuis longtemps les intérêts des entreprises, tandis que les institutions de l'ONU et l'UE sont de plus en plus captées par les entreprises multinationales, comme en témoignent les politiques élaborées pour satisfaire les intérêts du capital et le refus systématique de ces institutions de leur imposer des limites.

Dans la plupart des pays, les gouvernements sont au service des intérêts des entreprises et contre nous, la majorité. Mettant de côté les principes démocratiques, ils usurpent les institutions et, avec la complicité des élites nationales, réussissent à faire changer les lois et les politiques qui permettent aux entreprises de continuer de piller les richesses des nations et de maintenir une relation de prédation envers la nature. Pour faire face à la montée des critiques au sujet de leurs agissements envers les populations, les entreprises multinationales ont conçu des outils tels que la responsabilité sociale des entreprises visant à assainir leur image, tout en leur permettant de continuer à augmenter leurs profits. En outre, ils contrôlent les grands médias de communication, lesquels jouent un rôle clé en assurant la continuité de leur hégémonie.

Agissant avec brutalité dans les pays riches dont elles sont originaires, mais surtout dans les pays de l'hémisphère Sud - et de plus en plus dans les pays émergents comme le Brésil, l'Inde, la Chine et la Russie - les grandes entreprises s'approprient de manière croissante notre richesse et nos droits. Leur monopole économique croissant, leur pouvoir politique et leur contrôle sur le système judiciaire détruisent notre droit à une vie décente, dominant les habitudes culturelles et de consommation de nos peuples et nations.

Les entreprises multinationales ont marchandisé la vie et continuent de s'emparer de nos territoires, des

forêts et de l'eau, et transforment les relations sociales et humaines. Aujourd'hui, par exemple, la santé et l'éducation sont considérés comme des privilèges pour ceux qui ont de l'argent, et non comme des droits universels de tous les peuples. Avec la crise aux Etats-Unis et dans divers pays européens, les banques ont exproprié des milliers de personnes. En Europe, ils ont imposé des mesures d'austérité qui sont une réplique des programmes d'ajustement structurel mises en œuvre dans les pays du Sud pour faire face à la soi-disant dette externe. Aujourd'hui, nous assistons à des attaques sans précédent contre les services publics, les droits du travail et les programmes sociaux, tandis que les gouvernements utilisent les fonds publics pour sauver les excès des marchés et les institutions financières.

Les entreprises multinationales opèrent au niveau mondial, se déplaçant d'un pays à l'autre, tout en appliquant la même recette pour générer des profits à tout prix. C'est nous, les 99%, qui en payons les coûts. Pourtant, les résistances grandissent chaque jour partout sur la planète. Il y a toujours plus de communautés, de mouvements et des peuples qui luttent contre les multinationales. Ils se confrontent souvent à des entreprises ou des secteurs spécifiques mais ils ont remporté d'importantes victoires. Même si nous n'avons pas réussi à enrayer l'avancée des multinationales car, en cas de défaite en un endroit, elles ajustent leurs stratégies et passent à une autre, et affrontent tous les obstacles qui se dresse sur leur chemin.

Par conséquent, pour se confronter au pouvoir des entreprises et au système qui le protège et qui profite aux entreprises multinationales, il est urgent et nécessaire d'apporter une réponse systématique. Nous devons unir nos expériences et nos luttes, apprendre collectivement de nos victoires et de nos échecs, partager les stratégies et les analyses, pour mettre fin à l'impunité des entreprises multinationales. Les luttes concrètes de nos communautés contre une entreprise multinationale pourrait être d'autant plus victorieuse si nous sommes capables de les unir avec les efforts menés par d'autres personnes dans d'autres pays, régions ou continents.

Partager nos expériences de modèles de vie distincts de la culture produite par les multinationales et imposées par le capitalisme, qui veut maintenant se déguiser en vert, est également essentiel pour construire une société alternative dans laquelle nous serions protagonistes et souverains.

Nous, les organisations et mouvements soussignés, vous invitons à nous rejoindre et construire ensemble ce processus de mobilisation et de campagne mondiale contre le pouvoir des entreprises et contre leurs crimes contre l'humanité. Démanteler le système de pouvoir des multinationales exige une action mondiale coordonnée : l'engagement dans les luttes dans les différents domaines, en combinant des mobilisations dans les rues et dans les territoires, de l'éducation populaire et des actions dans les parlements, à travers les médias et au sein des organisations et forums internationaux.

En créant un puissant mouvement de solidarité et d'action contre les multinationales, contre leurs apologistes et promoteurs, nous allons commencer à construire un monde libéré de la puissance et de la cupidité des entreprises.

**Démantelons le pouvoir des multinationales !**

**Mettons fin à l'impunité des multinationales.**

---

---

**Liste des signataires**

## **International**

Bench Marks Foundation  
Bi-regional Europe-Latin America y the Caribbean Enlazando Alternativas Network  
Friends of the Earth International  
La Via Campesina  
OIDHACO  
Transnational Institute - TNI  
World March of Women

## **Regional**

African Uranium Alliance, Africa  
Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe - ATALC  
CADTM - AYNA, Americas  
Campaña Justicia Climática, Americas  
Coordinadora Andina de Organizaciones Indigenas - CAOI, Andean region  
Focus on the Global South, India/Thailand/Philippines  
Hemispheric Social Alliance, Americas  
Jubileo Sur Americas  
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos - PIDDDH, Americas  
Red Latinoamericana sobre Deuda, Desarrollo y Derechos - LATINDADD, Americas  
Red Vida  
Third World Network Africa  
Transnational Migrant Platform - Europe

## **National**

ACSUR - Las Segovias, Spain  
Action from Ireland - AFRI  
Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos - AMAP  
All India Forum of Forest Movement - AIFFM, India  
Alliance of Progressive Labour, Philippines  
Alternative Information Development Center - AIDC, South Africa  
Arlac, Belgium  
ATTAC Argentina  
ATTAC Austria  
ATTAC France  
ATTAC Spain  
ATTAC Vlaanderen  
Beyond Copenhagen, India  
Biowatch South Africa  
Both ENDS, The Netherlands  
Censat Agua Viva - Amigos de la Tierra Colombia  
Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina - FDCL, Germany  
Co.lectiu RETS, Spain  
Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo - CCAJAR, Colombia  
Colectivo de Mujeres Hondureñas - CODEMUH, Honduras  
Comision Interclesial de Justicia y Paz, Colombia  
Commission for Filipino Migrant Workers - International Office  
Comité pour le respect des droits humains "Daniel Gillard"  
Common Frontiers, Canada  
Cristianos de Base, Spain  
CSAAWU  
EcoDoc Africa

Ecologistas en Acción-Ekologistak Martxan - Ecologistes en Acció, Spain  
¿Economía Verde ? ¡Futuro Imposible ! - Alianza por una alternativa ecológica, social y urgente al capitalismo, Spain  
Economic Justice Network of FOCCISA, South Africa  
Enginyeria sense Fronteras, Catalonia  
Entrepueblos, Spain  
Environmental Monitoring Group, South Africa  
France AmÈrique Latine - FAL, France  
Friends of the Earth, Finland  
Friends of the Landless, Finland  
Fundación Solon, Bolivia  
Fundación de Investigaciones Sociales y políticas - FISYP, Argentina  
Global Economy Project  
Groundwork, Friends of the Earth South Africa  
Hegoa, Instituto de Estudios sobre el Desarrollo y la Cooperación Internacional del País Vasco, Basque Country  
India FDI Watch, India  
Indian Social Action Forum - INSAF, India  
Instituto de Ciencias Alejandro Lipschutz - ICAL, Chile  
Instituto Equit - Género, Economía e Ciudadanía Global, Brasil  
Instituto Latinoamericano para una sociedad y un derecho alternativo - ILSA, Colombia  
Janpahal, India  
Labour Research Service - LRS, South Africa  
Mahlathini Organics, South Africa  
Milieu Defensie - Friends of the Earth, Netherlands  
Movimiento Rios Vivos, Colombia  
Movimiento Social Nicaragüense - Otro Mundo Es Posible, Nicaragua  
National Garment Workers Federation (NGWF), Bangladesh  
North East Peoples Alliance, India  
Observatório de la Deuda en la Globalización - ODG, Spain  
Observatorio de Multinacionales en America Latina - OMAL, Spain  
PACS - Instituto Políticas Alternativas para o Cone Sul, Brazil  
Palenke del Alto Cauca - PCN, Colombia  
Partido de la Rifondazione Comunista/Izquierda Europea, Italia  
Pax Romana, Switzerland  
Philippine Rural Reconstruction Movement - PRRM, Philippines  
Plataforma DHESC, Brazil  
Plataforma Rural - Alianza por un Mundo Rural Vivo, Spain  
Polaris Institute, Canada  
REBRIP - Brazilian Network for the Integration of the Peoples, Brazil  
Recalca, Colombia  
Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio - RMALC, Mexico  
Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Brazil  
SEATINI, Zimbabwe  
SETEM Catalonia  
Sindicato de Trabajadoras de la Enseñanza de Euskalherria - STEE-EILAS, Basque Country  
Soldepaz Pachakuti, Spain  
Solidaridad Suecia -America Latina - SAL / Latinamerikagrupperna, Sweden  
SOMO - Centre for Research on Multinational Corporations, Netherlands  
South African and Allied Workers Union - SATAWU, South Africa  
South African Water Caucus SAWC, South Africa  
South Asian Dialogues on Ecological Democracy  
South Durban Community Environmental Alliance, South Africa  
Students and Scholars Against Corporate Misbehavior - SACOM, Hong Kong, China

Sustaining the Wild Coast (SWC)

Terra de Direitos, Brazil

ToxicsWatch Alliance - TWA, India

Trust for Community Outreach and Education - TSOE, South Africa

Unidad Ecologica Salvadoreña - UNES, El Salvador

Veterinarios sin Fronteras, Spain

War on Want, England